

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 24/2011 (Viet Nam)

Communication adressée au Gouvernement le 28 février 2011

Concernant: Cu Huy Ha Vu

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. La source fait savoir que Cu Huy Ha Vu, né en 1957, est docteur en droit et l'un des militants juridiques du Viet Nam qui hésitent le moins à dire ce qu'ils pensent. Il lutte pour protéger des sites du patrimoine environnemental et culturel depuis 2005, époque à laquelle il a intenté une action civile contre le projet du Comité populaire de Thừa Thiên-Huế de construction d'une station touristique sur la colline de Vong Canh à Huế.

4. Il est indiqué que le 5 novembre 2010, Cu Huy Ha Vu a été arrêté par les autorités vietnamiennes qui affirmaient l'avoir trouvé dans une chambre d'hôtel avec une femme qui n'était pas son épouse. Les autorités ont confisqué l'ordinateur de Cu Huy Ha Vu et fouillé sa maison; il a été emmené au Centre de détention du Ministère de la sécurité publique, au 238 Nguyen Van Cu, District 1, à Saigon.

5. Le 6 novembre 2010, To Lam, général de division et Vice-Ministre, et Hoang Kong Tu, général de division et directeur adjoint du Département II de la sécurité générale, relevant du Ministère des affaires publiques, ont tenu une conférence de presse afin de présenter les actes d'accusation portés contre Cu Huy Ha Vu, qui étaient notamment les suivants: «avoir produit des documents propageant des informations fausses et inventées, dénaturé les positions et politiques de l'État, semé la confusion au sein de la population, pratiqué la provocation et la mobilisation contre l'État ainsi que la diffamation et les atteintes à l'honneur des dirigeants de l'État», en violation, selon ces allégations, de l'article 88 du Code pénal vietnamien.

6. Les pièces à conviction à charge mentionnées durant la conférence de presse étaient notamment les deux actions en justice intentées par Cu Huy Ha Vu à l'encontre du Premier Ministre, Nguyen Tan Dung. La première action, intentée le 11 juin 2009, concernait l'approbation par le Premier Ministre d'un projet controversé d'exploitation d'une mine de bauxite dans la région des hauts plateaux du centre du pays; la deuxième action a également été intentée contre une décision signée par le Premier Ministre, qui interdisait aux citoyens d'engager des actions collectives et de porter plainte auprès du Gouvernement. Le 16 octobre 2010, le cabinet d'avocats de Cu Huy Ha Vu a pris la défense de catholiques de la paroisse de Côn Dâu, à Danang, qui avaient été arrêtés en mai 2010 après que la police avait dispersé un cortège funèbre se rendant à un cimetière situé sur des terres contestées. Le tribunal populaire du district de Cam Le a refusé d'accorder l'autorisation au cabinet d'avocats de représenter les familles concernées. Le 21 octobre 2010, Cu Huy Ha Vu a intenté une nouvelle action à l'encontre du Premier Ministre concernant la Décision n° 136.

7. Le 17 décembre 2010, le parquet populaire de Hanoi a émis un acte d'accusation à l'encontre de Cu Huy Ha Vu pour «diffusion d'informations dirigées contre l'État de la République socialiste du Viet Nam», en vertu de l'article 88 du Code pénal du Viet Nam. Selon l'acte d'accusation, les enquêteurs ont constaté que, entre 2009 et octobre 2010, Cu Huy Ha Vu avait diffusé sur Internet un grand nombre d'articles et d'interviews dont le contenu était dirigé contre l'État de la République socialiste du Viet Nam.

8. Cu Huy Ha Vu a été condamné par le tribunal populaire de Hanoi le 4 avril 2011, à la suite d'un procès au cours duquel il a été privé de son droit à un procès équitable et public par un tribunal compétent, indépendant et impartial. Selon la source, le procès n'a duré qu'une demi-journée; les audiences n'ont pas été ouvertes aux médias étrangers et se sont déroulées dans des conditions de sécurité très strictes en présence d'agents de sécurité en uniforme et en civil qui entouraient le palais de justice. Cu Huy Ha Vu a été condamné à sept ans d'emprisonnement et trois ans d'assignation à résidence pour «propagande contre la République socialiste du Viet Nam», en vertu de l'article 88 du Code pénal du Viet Nam. La source indique que, le 2 août 2011, la Cour populaire suprême a confirmé la sentence prononcée à l'encontre de Cu Huy Ha Vu, estimant qu'il n'y avait aucun motif de rendre une ordonnance de non-lieu.

9. La source affirme que l'arrestation, la détention et la condamnation de Cu Huy Ha Vu sont liées à ses activités de défenseur des droits de l'homme. La source se réfère à l'article 29 de la Constitution de la République socialiste du Viet Nam qui dispose que «Tout organe de l'État, toute unité des forces armées, toute organisation économique ou sociale et toute personne physique doivent respecter strictement les réglementations établies par l'État, relatives à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et à la protection de l'environnement». La Constitution interdit également «tout acte conduisant à l'épuisement des ressources naturelles ou à la destruction de l'environnement». L'article 18 de la Constitution de la République socialiste du Viet Nam dispose que les personnes physiques et morales sont tenues de «protéger et amender les terres mises à leur disposition par l'État, d'en faire une exploitation rationnelle [et] un usage économe». Selon la source, les procès intentés par Cu Huy Ha Vu étaient conformes à l'application de ces dispositions constitutionnelles.

10. La source affirme que les activités de Cu Huy Ha Vu sont tout à fait licites et ne sont pas de nature à justifier sa détention. Elle se réfère aux avis antérieurs du Groupe de travail (n^{os} 20/2003 et 19/2004), ayant trait à des affaires relatives à des défenseurs des droits de l'homme au Viet Nam et considérant que leur privation de liberté était arbitraire.

11. Selon la source, la privation de liberté de Cu Huy Ha Vu est liée aux deux procès qu'il a intentés contre le Premier Ministre du Viet Nam. La source fait valoir que son maintien en détention est une conséquence directe de l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Réponse du Gouvernement

12. Dans sa réponse datée du 6 juin 2011, le Gouvernement soutient que la détention et la condamnation ultérieure de Cu Huy Ha Vu sont en conformité avec les dispositions pertinentes du droit interne comme du droit international relatif aux droits de l'homme.

13. Le Gouvernement a confirmé que Cu Huy Ha Vu a été arrêté le 5 novembre 2010 et accusé d'«activités dirigées contre la République socialiste du Viet Nam». Selon la réponse du Gouvernement, l'enquête a prouvé que Cu Huy Ha Vu «s'était associé à des forces hostiles et à des organisations et groupes d'exilés, au Viet Nam et à l'étranger, pour inciter à provoquer des émeutes et engendrer de l'instabilité et des troubles sociaux». Il a également produit et diffusé des documents diffamatoires visant à semer la confusion et la suspicion au sein de la population et à inciter à la violence, à la haine et à la division entre les communautés.

14. Le Gouvernement indique que, le 4 avril 2011, Cu Huy Ha Vu a été condamné par le tribunal populaire de Hanoi à sept ans d'emprisonnement et trois ans de mise à l'épreuve, conformément à l'article 88 du Code pénal de 1999 qui dispose que «quiconque mène une guerre psychologique et diffuse de fausses informations dans le but de semer la confusion au sein de la population encourt une peine de trois à douze ans d'emprisonnement».

15. Le Gouvernement soutient que l'arrestation de Cu Huy Ha Vu et les poursuites pénales engagées contre lui se sont déroulées dans le strict respect des dispositions de la législation vietnamienne, en particulier du Code de procédure pénale de 2003, et en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

16. Cu Huy Ha Vu a été jugé par le tribunal de première instance et a eu le droit de saisir la cour d'appel. Le procès était public et plus de 50 personnes y ont participé, notamment quatre avocats chargés de défendre les intérêts de Cu Huy Ha Vu, la femme de ce dernier et des témoins. Dans un esprit de transparence, les médias, notamment des chaînes étrangères (AP, APP, Kyodo), des représentants de la délégation de l'Union européenne et des diplomates des ambassades des États-Unis d'Amérique, d'Australie, de Norvège, de Suisse, du Canada et de Nouvelle-Zélande étaient également autorisés à assister au procès. Le Gouvernement conclut que les allégations selon lesquelles Cu Huy Ha Vu a été détenu arbitrairement et le procès interdit au public sont fausses.

17. Selon la réponse du Gouvernement, l'article 88 du Code pénal de 1999 est strictement compatible avec l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui dispose que «l'exercice [du droit à la liberté d'expression] comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires: a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui; b) à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques».

18. Selon le Gouvernement, toutes les violations de la loi commises sur le territoire vietnamien qui portent atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre public doivent être sanctionnées afin d'assurer le respect de la loi et de garantir les droits d'autrui ainsi que la paix, la sécurité et le développement, qui sont de l'intérêt commun de la société. Le Gouvernement a réaffirmé que les activités menées par Cu Huy Ha Vu avaient été organisées et répétées, et qu'elles visaient clairement à inciter à la violence et à la haine entre les différentes communautés ethniques et religieuses. La sanction imposée pour ces activités est en conformité avec les normes du droit international.

Observations provenant de la source

19. Dans ses observations complémentaires, la source constate que le Gouvernement n'a fait valoir aucun fondement factuel au grief d'activité illégale.

20. Selon la source, les accusations selon lesquelles Cu Huy Ha Vu aurait «produit et diffusé des documents diffamatoires visant à semer la confusion et la suspicion au sein de la population et à inciter à la violence, à la haine et à la division entre les communautés», et aurait soi-disant «mené une guerre psychologique et diffusé de fausses informations dans le but de semer la confusion au sein de la population» ne sont étayées par aucun fait. Aucune relation n'a été ni ne pourrait être établie entre les activités de Cu Huy Ha Vu et la description légale de ses «infractions».

21. La source soutient que la privation de liberté de Cu Huy Ha Vu est la conséquence de son exercice légitime du droit à la liberté d'expression consacré à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La détention résultant de ces décisions est donc arbitraire.

22. Quant à l'affirmation du Gouvernement selon laquelle, dans la présente affaire, il existe des limites au droit à la liberté d'expression parce que les activités de Cu Huy Ha Vu pourraient «porter atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre public», la source émet l'avis qu'aucune des activités menées par Cu Huy Ha Vu n'a porté atteinte à la sécurité nationale ou à l'ordre public ni engendré de risques pour ceux-ci, et qu'il n'existe aucun élément de

preuve d'une telle atteinte. Au contraire, le procès intenté par Cu Huy Ha Vu à l'encontre du Premier Ministre concernant la décision de ce dernier d'autoriser l'exploitation d'une mine de bauxite dans la région des hauts plateaux du centre visait à protéger les citoyens contre les graves risques sanitaires que ce type d'exploitation minière peut poser, comme en témoigne la récente fuite de produits toxiques du bassin de réception des résidus d'une exploitation minière similaire en Hongrie.

Délibération

23. En ce qui concerne la question relative à la violation de la législation nationale mentionnée par le Gouvernement, le Groupe de travail rappelle que dans ses précédents avis n^{os} 1/2003, 13/2007 et 1/2009 relatifs au Viet Nam, il avait souligné que «conformément à son mandat, il doit s'assurer que la loi nationale est conforme aux dispositions internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans les instruments juridiques internationaux pertinents auxquels l'État intéressé a adhéré. Donc, même si la détention est conforme à la législation nationale, il doit s'assurer qu'elle est aussi conforme aux dispositions pertinentes du droit international».

24. Le Groupe de travail réaffirme également sa précédente conclusion, adoptée dans l'avis n^o 1/2009, selon laquelle les dispositions législatives de portée trop générale qui érigent en infraction pénale le fait de «profiter des libertés et droits démocratiques pour porter atteinte aux intérêts de l'État» sont, par définition, incompatibles avec les droits et libertés garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Viet Nam est partie.

25. Dans la présente affaire, Cu Huy Ha Vu a été accusé de «diffusion d'informations dirigées contre l'État de la République socialiste du Viet Nam» en publiant sur Internet des articles et des interviews critiquant le Gouvernement.

26. En effet, la loi nationale qui justifie l'acte d'accusation émis contre lui et sa condamnation ultérieure par le tribunal ne peut pas être considérée comme compatible avec les dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Groupe de travail rappelle que le droit d'avoir ou d'exprimer des opinions, notamment celles qui ne sont pas conformes à la politique officielle du Gouvernement, est protégé par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Avis et recommandations

27. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Cu Huy Ha Vu est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Viet Nam est partie, et relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

28. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement vietnamien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de Cu Huy Ha Vu de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

29. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer Cu Huy Ha Vu et à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 29 août 2011]